

[print](#)

## La crise en Ukraine et les mensonges politiques des médias

De [Alex Lantier](#)

Global Research, mai 01, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-crise-en-ukraine-et-les-mensonges-politiques-des-medias/5380059>

Tandis que l'administration Obama et ses alliés intensifient leurs menaces contre la Russie concernant la crise en Ukraine, les médias américains jouent leur rôle attitré de propagandistes.

Il n'existe aucune voix dissidente dans les médias de masse. Les journaux et les bulletins de nouvelles à la télévision sont remplis de mensonges, de propagande anti-russe et, au cas où la crise s'exacerberait pour échapper à tout contrôle, d'excuses pour la guerre.

Le *New York Times*, le «journal de référence», donne le ton pour tous les médias. Le *Times* se vante d'avoir 12 journalistes en Ukraine, mais il ne fournit aucun reportage sérieux sur ce qui se passe là-bas. C'est d'autant plus significatif étant donné les implications hors du commun d'un conflit majeur entre les États-Unis et la Russie qui pourrait rapidement devenir la première guerre entre des puissances nucléaires de toute l'histoire mondiale.

Lors des deux dernières semaines, le *Times* s'est fait prendre dans une série de mensonges. La semaine dernière, il a publié un article en page couverture qui était parsemé de photos obtenues du département d'État et du gouvernement ukrainien appuyé par les États-Unis. Ces photos devaient prétendument montrer que des Forces spéciales russes sont en train de coordonner les manifestations dans l'est de l'Ukraine.

Il fut rapidement démontré, incluant par le [WSWS](#), que le reportage du *Times* était une supercherie. Il ne fallait qu'une recherche rapide sur Internet pour montrer que les soi-disant preuves avaient été trafiquées ou fabriquées. Des aveux selon lesquels une «controverse» entourait les photos (pour limiter les dégâts et dissimuler les faits) ont par la suite été enfouis profondément dans les pages du *Times*.

Loin d'avoir appris sa leçon après ces révélations, le *Times* est rapidement passé à la prochaine tâche que lui avait confiée le département d'État: un article de page couverture publié dimanche alléguant que le président russe Vladimir Poutine a une fortune secrète qui se situe entre 40 et 70 milliards de dollars. Le *Times* admet, dans son propre article, que ces allégations sont faites de «rumeurs et de spéculations» et qu'elles contiennent «très peu sinon pas de preuves». Cela ne l'a pas empêché d'essayer de donner une légitimité à ces ragots en les élevant au statut de «nouvelles» importantes.

Les dernières pages du journal sont des chroniques faites par différents journalistes et reflètent les réflexions généralement stupides de l'une ou l'autre des factions de l'appareil d'État. Dimanche, c'était au tour de Thomas Friedman, bien connu pour avoir appuyé la guerre contre l'Irak en 2003 et s'être vanté qu'il ne voyait «aucun problème avec une guerre pour le pétrole».

Cherchant apparemment à expliquer la crise ukrainienne aux lecteurs du *Times*, Friedman écrit: «Très simplement, une majorité d'Ukrainiens sont devenus fous de rage en voyant le jeu qu'on leur impose: servir de figurants dans la sphère

d'influence de Poutine, pour que la Russie puisse continuer à se sentir comme une grande puissance... Après une révolution de la base à Maïdan... les Ukrainiens sont en train de faire respecter leur propre sphère d'influence, un désir de faire partie de l'Union européenne.»

Friedman ne mentionne pas que le gouvernement de Kiev, dont il fait l'éloge pour sa prétendue lutte pour la liberté individuelle, est un régime fantoche non élu et que la «révolution de la base» fut menée par des fascistes qui travaillent avec les États-Unis et l'Allemagne.

Tout ce qui est en lien avec l'histoire, les forces politiques et sociales, les programmes politiques, d'abord et avant tout celui des États-Unis, n'est jamais mentionné, même au passage. Plutôt, nous avons une nouvelle fois le portrait d'un chef d'État étranger qui serait le diable incarné et dont l'impérialisme américain veut se débarrasser.

Le lien puissant qui unissait l'Ukraine et la Russie suite à la révolution bolchévique de 1917 qui avait renversé le régime tsariste et avait ouvert la voie à la libération des masses opprimées; la lutte héroïque de l'Armée rouge pour libérer l'Ukraine de l'emprise meurtrière du fascisme allemand pendant la Seconde Guerre mondiale; les conséquences catastrophiques de la dissolution de l'Union soviétique, l'acte final de la trahison stalinienne de la Révolution d'octobre: ces questions sont lettre morte auprès de ces laquais ignorants, complaisants, mais très bien payés, de la classe dirigeante américaine.

La pratique du *Times* est reproduite par tous les journaux et les chaînes de télévision d'importance. Si l'on se fie à la couverture des médias américains, on ne soupçonnerait jamais que le nouveau gouvernement à Kiev est composé d'individus provenant du parti Svoboda antisémite, qui fut condamné en 2012 par un vote au Parlement de l'Union européenne. On ne soupçonnerait pas non plus que la milice du Secteur droit et le parti Svoboda glorifient le collaborateur nazi Stepan Bandera, dont l'Organisation de nationalistes ukrainiens a participé à l'holocauste des Juifs ukrainiens.

Le fait que les États-Unis ont agressivement appuyé la répression de l'est de l'Ukraine (le directeur de la CIA John Brennan s'est lui-même rendu à Kiev) est dissimulé. L'appel téléphonique, qui a été divulgué, entre la responsable du département d'État américain, Victoria Nuland, et l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt, n'est jamais mentionné. Dans cet appel, qui a eu lieu avant le coup d'État, Nuland et Pyatt discutaient entre eux de qui devait être installé au poste de premier ministre de l'Ukraine.

Les médias masquent les contradictions criantes dans la présentation officielle de la crise en Ukraine. Avant la guerre des États-Unis contre l'Irak en 2003, Washington dénonçait le président irakien Saddam Hussein pour avoir «tué des gens de son propre peuple». L'impérialisme américain a attaqué la Libye en 2011, prétendant qu'il empêcherait la répression imminente par Kadhafi des manifestants de la ville rebelle de Benghazi. L'administration Obama a déclaré que le président syrien Bashar Al-Assad était inapte à gouverner parce qu'il avait déchaîné la police et l'armée contre des manifestants. L'argumentaire officiel pour appuyer le coup d'État contre le président ukrainien élu, Viktor Ianoukovitch, était que le gouvernement de Ianoukovitch n'avait plus aucune légitimité après avoir attaqué les manifestants de la place Maïden.

Mais Washington sort maintenant le fouet et exige que ses marionnettes à Kiev se mettent au travail et répriment dans le sang le soulèvement à l'est. Au même moment, il qualifie de crime contre la civilisation les menaces d'intervention de la Russie pour protéger les Ukrainiens russophones de la violence d'État.

Aux États-Unis, les médias ont subi une longue dégénérescence. À l'époque de la guerre du Vietnam, des voix dissidentes dans les médias ont joué un rôle pour porter la réalité brutale de la guerre à l'attention du public américain. En 1971, le *Times* et le *Washington Post* ont publié les «papiers du Pentagone» qui ont permis de démontrer les mensonges utilisés pour amener le peuple américain en guerre dans le Sud-Est asiatique.

La classe dirigeante a décidé qu'il ne faudrait plus que cela survienne. L'armée et les services de renseignement ont rapidement pris en main les médias de la grande entreprise. Même la prétention d'indépendance vis-à-vis de l'État a été abandonnée. Les médias ont joué un rôle de plus en plus éhonté dans une intervention militaire après l'autre: la première guerre en Irak, le démembrement de la Yougoslavie, la guerre aérienne «humanitaire» contre la Serbie.

Le dernier clou dans le cercueil de tout ce qui pouvait ressembler à des médias indépendants est survenu avec le 11-Septembre et la «guerre contre le terrorisme». Cela est reflété par les journalistes «intégrés» dans les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak et dans la propagande éhontée en appui à des guerres de changement de régime en Libye et en Syrie.

Aujourd'hui, les principaux journaux admettent qu'ils envoient des articles à des responsables du gouvernement avant leur publication. Cette pratique serait qualifiée de censure d'État dans d'autres contextes. Les commentateurs des médias et les chroniqueurs se font un devoir de soutenir la chasse aux sorcières contre les dénonciateurs comme Edward Snowden et Julian Assange.

Le fait que toute la politique étrangère de l'élite économique et financière est construite sur un édifice de mensonges qui ne peuvent passer le test du moindre examen est un signe de faiblesse et non de force. Un vaste gouffre sépare la classe ouvrière des guerriers belliqueux de la classe dirigeante américaine et de leurs laquais dans les médias.

**Alex Lantier**

Article original, WSWS, paru le 28 avril 2014

Copyright © 2014 Global Research